

NET INFOS

Mercredi 12 août 2020



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

BNA: lancement de la Finance Islamique dans deux autres agences à Alger

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a procédé, mardi au déploiement de deux nouvelles agences à Alger pour commercialiser les produits de la Finance Islamique a annoncé un communiqué de la BNA.

Il s'agit des agences de Hussein Dey et de "Staoueli, qui viennent de s'ajouter à l'agence de Didouche Mourad qui avait lancé en premier lieu une gamme de produits bancaires relevant de la Finance Islamique le 4 août dernier indique la même source.

Cette activité entre dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de la BNA visant la généralisation de l'activité " Finance Islamique " sur l'ensemble de son réseau d'agences, lit-on dans le communiqué.

Selon, la BNA, cette action intervient suite à l'engouement important et l'afflux observé au niveau de l'agence Didouche Mourad, première agence à

commercialiser les neuf (09) produits de Finance Islamique constituant l'offre de lancement.

Ainsi, la Banque compte accélérer sa démarche de généralisation de cette activité à l'ensemble du territoire national par le déploiement d'au moins cinq (05) agences par semaine, à compter du 16 août, a annoncé la BNA.

La Banque annoncera sur les pages officielles de ses réseaux sociaux ainsi que sur son site web et elle transmettra à la presse des communiqués à chaque opération d'extension de cette activité afin de permettre aux citoyens de s'adresser aux agences concernées pour bénéficier des produits et de toutes les informations relevant de l'activité de la Finance Islamique.

Libre change: le décret sur les importations sous franchise des droits de douane abrogé

Les modalités de suivi des importations sous franchise des droits de douane dans le cadre des accords de libre change, prévues dans le décret exécutif numéro 10-89 de 2010, ont été abrogées par un nouveau décret paru au dernier Journal officiel (JO).

Le nouveau décret exécutif (n 20-206) stipule l'abrogation des dispositions du décret 10-89 du 10 mars 2010, modifié et complété, fixant les modalités de suivi des importations sous franchise des droits de douane dans le cadre des accords de libre échange.



La situation sécuritaire et financière du pays examinée en réunion sous la présidence de Tebboune

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, mardi au siège de la Présidence de la République, une réunion consacrée à l'examen de la situation sécuritaire et financière dans le pays, suite à la crise de manque de liquidités enregistrée quelques jours avant l'Aïd, annonce la Présidence de République sur sa page Facebook.

La réunion s'est déroulée en présence du Premier ministre, du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, du Conseiller aux affaires juridiques auprès du Président de la République, du ministre de la Justice, Garde des Sceaux, du ministre des Finances, du ministre de la Poste et des Télécommunications, du Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), ainsi que de responsables de différents appareils sécuritaires, précise la même source.

Réunion gouvernement-walis mercredi et jeudi

Une rencontre gouvernement-walis se tiendra mercredi et jeudi prochains au Palais des nations à Alger sous la présidence du chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé mardi la radio nationale.

Au menu principal de la réunion la relance du développement socio-économique à l'échelle locale.

C'est la seconde réunion de ce genre après celle tenue en février dernier afin justement d'évaluer les recommandations déjà émises lors de ce rendez-vous.

Malversations dans les projets des zones d'ombre : Des chefs de dairas et des maires limogés

Des chefs de dairas, des maires et de cadres de divers secteurs dans plusieurs localités du pays ont été limogés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune en raison des malversations enregistrés dans la réalisation des projets de développement local au niveau de plusieurs zones d'ombre, rapporte mardi la télévision publique.

Il s'agit des chefs des dairas de Ramka(Relizane), Ouled Ben Abdelkader (Chlef), Faïdh El Botma (Djelfa) et Es Sénia (Oran) dont les décrets mettant fin à leurs fonctions ont été signés par le président de la République samedi dernier.

Les présidents des assemblées populaires communales de Sidi Chami (Oran), Souk El Had (Relizane), Ouled Ben Abdelkader (Chlef) et Oum Laadham (Djelfa) ont été suspendus en attendant les conclusions des enquêtes ouvertes.

Les subdivisionnaires des travaux publics et du logement au niveau des dairas Ouled Derradj (M'sila), Faïdh El Botma (Djelfa), Ramka(Relizane) et Ouled Ben Abdelkader (Chlef) ont été également limogés.



Négligence dans la réalisation de projets au profit des zones d'ombre : Fin de fonction et suspension de plusieurs responsables

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé le 8 août dernier, des décrets relatifs à la mise de fin de fonction de plusieurs responsables locaux, dans les wilayas d'Oran, Djelfa, M'Sila et Relizane qui étaient en charge de projets de développement dans les régions d'ombre.

Selon la télévision nationale, il s'agit des chefs de daïras d'Oued Abdelkader dans la wilaya de Chlef, Feid El Betma, à Djelfa, Es Senia à Oran et Remka à Relizane. Le Président Tebboune a également suspendu les présidents d'APC de Sidi Chehmi à Oran, Souk El Hed à Relizane, Ouled Abdelkader à Chlef et Oum El Idam à Djelfa.

Les P/APC suspendus seront soumis à une enquête, précise la même source. En outre, des chefs des subdivisions des travaux publics et de l'habitat des daïras d'Ouled Derradj à M'Sila, Ouled Abdelkader de Chlef ainsi que Fid El Betma à Djelfa et le responsable de subdivision de l'hydraulique à Remka ont été également démis de leurs fonctions.

Finance Islamique : Lancement de deux autres agences BNA

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a procédé hier au déploiement de deux nouvelles agences à Alger pour commercialiser les produits de la Finance Islamique, a annoncé un communiqué de la BNA. Il s'agit des agences d'Hussein Dey et de Staouéli, qui viennent de s'ajouter à l'agence de Didouche-Mourad qui avait lancé en premier lieu une gamme de produits bancaires relevant de la Finance islamique le 4 août dernier, indique la même source. Cette activité entre dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de la BNA visant la généralisation de l'activité Finance islamique sur l'ensemble de son réseau d'agences, lit-on dans le communiqué. Selon la BNA, cette action intervient suite à l'engouement important et l'afflux observé au niveau de l'agence Didouche-Mourad, première agence à commercialiser les neuf produits de Finance Islamique constituant l'offre de lancement.

Chute des investissements énergétiques mondiaux : à l'exception des EnR

Les investissements mondiaux dans les énergies devraient diminuer de 20% ou 400 milliards de dollars US, à cause des effets du Coronavirus. Mais l'Agence internationale de l'énergie distingue une exception.

Dans ses prévisions, elle relève que les énergies propres pourraient être les seules sources d'énergie à croître en 2020 en comparaison avec les énergies fossiles et le nucléaire éolien, dont les coûts de production sont minimes en comparaison avec les achats de gaz, de pétrole, de charbon ou d'uranium. Dans cette optique, Goldman Sachs annonce que les investissements dans les énergies propres vont dépasser ceux du gaz et du pétrole et qu'ils devraient totaliser les 16.000 milliards de dollars d'ici à 2030.

L'investissement d'impact qui est généralement dirigé vers des projets dans les secteurs des énergies renouvelables, du logement, des soins de santé et de l'éducation, semble plus résistant. Une enquête menée en mars et avril auprès de 294 investisseurs d'impact fait ressortir qu'une majorité (57%) des répondants ont déclaré qu'ils maintiendraient leurs plans d'investissement pour 2020, tandis que 16% prévoyaient même d'augmenter le montant du capital investi. Le rapport, publié par le Global impact investment Network (GIIN), basé à New York, a révélé que 20% des entreprises prévoyaient de réduire leurs investissements, tandis que 7% n'étaient pas sûres.

L'audit de Sonatrach fait trembler des barons

Panique chez les prédateurs du désert

Il fallait que ce massacre cesse ! Le 12 juillet dernier le chef de l'Etat a mis le holà en Conseil des ministres quand il a ordonné un audit de cette compagnie. Tebboune réclame, sans délai, un tableau de bord net et précis de l'entreprise.

Un pré carré inaccessible au commun des Algériens. Pour y être admis, il faut bénéficier de relais dans les hautes sphères du pouvoir. Les compagnies de catering, de surveillance, de gardiennage etc. pullulent. Les millions de dollars aussi. La surfacturation a atteint des niveaux inimaginables. Un simple calcul des résultats hors exploitation de la compagnie nationale nous donne l'ampleur de ce trafic du désert.

Au mieux, de ses résultats hors exploitation, Sonatrach affiche une perte sèche de 2 milliards de dollars. Le résultat hors exploitation est composé de produits et de charges. On soustrait toujours le chiffre des produits de celui des charges. Si le résultat obtenu de cette soustraction est positif, on déduit alors que le résultat hors exploitation est positif, mais si le chiffre obtenu est négatif on dira alors que le résultat hors exploitation est négatif. En d'autres termes, le poids des charges l'emporte sur les produits. C'est ce qui se passe à la Sonatrach depuis 2007 à nos jours. Analysant les rapports financiers (bilan et comptes de résultats) de Sonatrach des années 2005, 2006, 2007 et 2008, Nouredine Legheliel, expert boursier basé en Suède, a relevé un fait anodin: la flambée des surfacturations et surtout des charges hors exploitation qui ont doublé en l'espace de deux ans: elles étaient à 152 milliards de DA en 2005 et se retrouvent à 311 milliards de DA en 2007, selon cet expert qui s'est basé sur des chiffres officiels rendus publics par la compagnie pétrolière sur son site. Il fallait que ce

massacre cesse! Le 12 juillet dernier le président de la République a mis le holà en Conseil des ministres quand il a ordonné un audit de cette compagnie. Tebboune réclame sans délai un tableau de bord net et précis de l'entreprise au-delà de ses comptes consolidés. Le chef de l'Etat a instruit les responsables de Sonatrach de baisser, de 14 à 7 milliards de dollars, les charges d'exploitation et les dépenses d'investissement, afin de préserver les réserves de change avant de lui imposer un audit profond. À cette annonce, la panique se saisit des prédateurs du désert. Bien des fortunes risquent de disparaître et des têtes insoupçonnées risquent de tomber du jour au lendemain. Le ministre de l'Energie, très au fait des dessous de l'entreprise pour l'avoir dirigée durant une période difficile, tente de calmer les esprits assurant qu'il ne s'agit pas de rendre des comptes, mais plutôt de dégraisser le mammoth, pour le rentabiliser. Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision Ennahar, Abdelmadjid Attar a écarté toute idée de recourir à des actes punitifs ou à la vengeance. Il a affirmé que son but premier consiste à redresser le secteur en privilégiant «une gestion apaisée et efficace du secteur».

L'idée du recentrage de la compagnie budgétivore (15 milliards de dollars sur les dépenses d'investissement et de fonctionnement) sur ses métiers de base est actée. Dans la nouvelle dynamique de redéploiement de l'Algérie sur le continent africain, il est question d'ouvrir un couloir de développement vers l'Afrique. Sonatrach est bien ancrée dans cette zone, surtout qu'elle dispose d'une longueur d'avance pour y avoir travaillé depuis de longues années. Avec ce capital expérience et confortée par la nouvelle loi sur les hydrocarbures promulguée fin 2019, la compagnie pétrolière, jugée trop frileuse, peut repartir du bon pied au terme de cet audit déterminant.

Levée de l'interdiction d'exportation des produits locaux

Un nouveau départ pour les opérateurs

La réouverture de l'exportation de nos produits viendra renforcer les efforts des pouvoirs publics pour l'élaboration du plan de relance économique.

Après plusieurs mois d'interdiction, l'espoir de reprendre l'activité renaît chez les opérateurs économiques qui, du jour au lendemain, ont vu leurs opérations d'exportations s'arrêter brusquement, en mars dernier, à cause de la pandémie du coronavirus. Dans ce sens, le ministère du Commerce a annoncé lundi dernier à travers un communiqué rendu public, que « la suspension des exportations a été levée sur les produits pour lesquels l'Algérie a des capacités de production, à l'exception des produits subventionnés ou fabriqués à partir des produits subventionnés». précisant, toutefois, que «l'exportation des masques et du gel hydro-alcoolique est également interdite, en plus de l'ail». Une décision qui va dans le sens de la réalité du terrain, du fait que, pour les spécialistes, la situation a évolué et plusieurs produits connaissent une forte production, notamment les produits agricoles. Dans ce contexte, la réouverture de l'exportation de nos produits viendra renforcer les efforts des pouvoirs publics pour l'élaboration du plan de relance économique, d'autant plus que plusieurs opérations d'exportation ont été réalisées avec succès, à l'image du ciment ou du rond à béton, mais demeurent insuffisantes pour impacter l'économie nationale. Il faut dire, cependant, que la révision de cette liste était parmi les plus grandes préoccupations des exportateurs et contribuera à donner un nouveau départ à l'activité.

Les prix du pétrole à leur plus haut niveau depuis mars

Le baril «déconfine»

Les cours du Brent, référence du pétrole algérien, se négociaient à plus de 45 dollars, hier, en cours d'échanges.

L'or noir a le vent en poupe en ce début de semaine. Hier, vers 13h30, le baril de Brent, référence du pétrole algérien s'échangeait à 45,66 dollars, soit 67 cents de plus que lors de la séance précédente durant laquelle il avait terminé en hausse. Ira-t-il plus loin? Difficile d'y répondre. Ce qui est certain c'est qu'il évolue désormais dans une conjoncture moins défavorable qui laisse espérer qu'il terminera l'année autour de son niveau actuel, ce qui correspond aux estimations du ministre de l'Energie. Le prix moyen du baril pour l'année 2020 devrait dépasser les 40 dollars, prévoit Abdelmadjid Attar en se référant aux dernières études et analyses du marché pétrolier.



الرئيس تبون يترأس اجتماعا لدراسة الأوضاع الأمنية والمالية في البلاد
ترأس رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون اليوم الثلاثاء اجتماعا بمقر رئاسة الجمهورية حسبما علم لدى الرئاسة.
الاجتماع خصص لدراسة الأوضاع الأمنية والمالية في البلاد عقب ازمة ندرة السيولة التي سادت أياما قليلة قبيل العيد.

وحضر اللقاء إلى جانب الوزير الأول مدير الديوان برئاسة الجمهورية ومستشار رئيس الجمهورية للشؤون القانونية وكل من وزير العدل حافظ الأختام، وزير المالية، وزير البريد والمواصلات السلكية واللاسلكية، محافظ بنك الجزائر ومسؤولون من مختلف الأجهزة الأمنية.

وزارة الدفاع.. ايداع بنونيرة قرميط الحبس المؤقت وامر بالقبض ضد غالي بلقصور

أعلنت وزارة الدفاع الوطني عن المتابعة القضائية من طرف النيابة العسكرية بالبلدية من أجل تهم الخيانة العظمى في حق كل من المساعد الأول المتقاعد بنونيرة قرميط والرائد درويش هشام والعميد المتقاعد بلقصور غالي.

وقال بيان لوزارة الدفاع الوطني : طبقا لأحكام المادة 11 فقرة 3 من قانون الإجراءات الجزائية، يحيط السيد مدير القضاء العسكري بوزارة الدفاع الوطني الرأي العام علماء، بالمتابعة القضائية من طرف النيابة العسكرية بالبلدية من أجل تهم الخيانة العظمى (الاستحواذ على معلومات ووثائق سرية لغرض تسليمها لأحد عملاء دولة أجنبية) في حق كل من المساعد الأول المتقاعد بنونيرة قرميط والرائد درويش هشام والعميد المتقاعد بلقصور غالي طبقا لنص المادة 63 فقرة 2 من قانون العقوبات، وقد قام قاضي التحقيق العسكري بالبلدية بوضع المتهمين بنونيرة قرميط ودرويش هشام الحبس المؤقت بموجب أمر إيداع لدى المؤسسة العقابية العسكرية بالبلدية، كما أصدر أمر بالقبض ضد المتهم بلقصور غالي.



في إطار تعميم الخدمات في جميع الوكالات عبر الوطن

البنك الوطني الجزائري يطلق نشاط الصيرفة الإسلامية في وكالتي حسين داي واسطاوالي

أعلن البنك الوطني الجزائري، الثلاثاء، عن إطلاق نشاط “الصيرفة الإسلامية” في وكالتيين إضافيتين بالعاصمة، وهما حسين داي واسطاوالي.

وكانت وكالة ديدوش مراد بوسط العاصمة هي أول وكالة أطلق فيها هذا النشاط في 4 أوت الفارط، حسبما أعلنه بيان للبنك.

وحسب المصدر فإن هذه الإجراءات تدخل في "إطار تجسيد وتنفيذ استراتيجية البنك الوطني الجزائري الهادفة إلى تعميم "الصيرفة الإسلامية" على جميع وكالاتها عبر الوطن.

وأضاف المصدر أن هذا التعميم التدريجي لنشاط الصيرفة الإسلامية عبر وكالات البنك "يأتي عقب الاقبال الكبير والتدفق البشري الملحوظ على مستوى وكالة ديدوش مراد، التي كان لها السبق في تسويق المنتجات التسع (9) المخصصة خلال هذه المرحلة من العمل بالصيرفة الإسلامية .



خبير: الجزائر لم تستفد من اتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي

ثمن المحلل والخبير الاقتصادي، عبد القادر بريش، دعوة رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، خلال مجلس الوزراء الأخير، إلى إعادة النظر في إتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي، وتقييم الاتفاقيات التجارية المتعددة الأطراف.

وأكد بريش خلال تدخله على أمواج الإذاعة الوطنية، هذا الثلاثاء، أن هذا القرار يصب، في إطار مراعاة مصالح الجزائر الاقتصادية وفق قاعدة "رابح- رابح" قائلا " أثنى قرار رئيس الجمهورية، فيما يخص إعادة النظر في اتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي، حقيقة القرار لم يكن منصف للجانب الجزائري، بحيث لم يكن اتفاق "رابح- رابح" بل كان اتفاق "رابح- خاسر" بالنسبة للطرف الجزائري".

ليضيف "الخزينة العمومية تكبدت خسائر كبيرة، جراء التفكيك الجمركي، لصالح الطرف الأوروبي، ولم يستفد الاقتصاد الجزائري، من الإطار الشامل للاتفاق، من حيث التبادلات التجارية، ومن حرية الاستثمار، الآن لما يطلب رئيس الجمهورية إعادة النظر في هذا الإتفاق ، سيتم إعادة النظر فيه على أساس "رابح - رابح"، أي أن الطرف الجزائري يجب أن يستفيد من هذا الاتفاق، لكي يستطيع المنتج الجزائري، النفاذ إلى الأسواق الأوروبية".